

BERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

01-06-2007

08-06-2007

NR.
N°

83.25016104


A**COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE (CP 104)****Convention collective de travail du 29 mai 2007 relative au maintien du salaire normal pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles****Chapitre I^{er} – Objet**

Article 1^{er}. - La présente convention est conclue en exécution de l'Accord sectoriel du 29 mai 2007 dans la sidérurgie - Ouvriers - 2007-2008. Elle coordonne les dispositions générales réglementaires en matière de petits chômages, d'une part, et certaines dispositions particulières fixées **conventionnellement** dans le secteur, d'autre part.

La présente convention est conclue en particulier en application :

- de l'arrêté royal du 28 août **1963** relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles ;
- de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie, abrogeant notamment l'article 2, 4° et 14°, de l'arrêté royal du 28 août 1963 précité et complétant l'article 30 de la loi du 3 juillet **1978** relative aux contrats de travail par un § 2 (congé de paternité) et par un § 3 (congé d'adoption) ;
- de la convention collective de travail du 6 mai **1964**, modifiée par le protocole d'accord national du 7 mars 1973, déterminant les règles relatives au paiement au personnel ouvrier de l'industrie sidérurgique, des absences dues à des événements familiaux, à l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles.

Elle remplace toutes les réglementations sectorielles existantes d'application à la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique relatives au maintien de la rémunération normale pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de remplir les obligations civiques ou des missions civiles.

Chapitre II - Champ d'application


Art. 2. - La présente convention est d'application dans les entreprises **relevant** de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique (CP n° 104) et aux travailleurs et travailleuses qui sont liés à ces entreprises par un contrat de travail d'ouvrier.

Chapitre III - Règles en matière de petits chômages

Art. 3. - A l'occasion d'événements familiaux ou en vue de remplir des obligations civiques ou des missions civiles **énumérées** ci-après, les travailleurs visés à l'article 2 ont le droit de s'absenter du travail avec maintien de leur salaire normal, calculé comme pour les jours fériés, pour une durée déterminée comme suit :



1. Mariage du travailleur : trois jours, à choisir par le travailleur dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante ;
2. Mariage d'un enfant du travailleur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant du travailleur, d'un grand-père ou d'une grand-mère du travailleur ou de son conjoint, de tout autre parent habitant chez le travailleur : le jour du mariage ;
3. Ordination ou entrée au couvent d'un enfant ou d'un petit-enfant du travailleur ou de son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur du travailleur, de tout autre parent habitant chez le travailleur : le jour de la cérémonie ;
4. Naissance d'un enfant du travailleur dont la filiation est établie à son égard : dix jours, à choisir par le travailleur dans les trente jours à dater de l'accouchement, dont les trois premiers jours avec maintien du salaire normal et les sept jours suivants avec une allocation dans le cadre de l'assurance soins de santé et indemnités ;
5. Décès d'un enfant du travailleur ou de son conjoint : cinq jours, à compter du jour du décès, ou cinq jours précédant le lendemain du jour des funérailles ;
6. Décès du conjoint, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère ou de la seconde femme du père du travailleur : trois jours, à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le lendemain du jour des funérailles ;
7. Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant, d'un gendre ou d'une bru habitant chez le travailleur : deux jours, à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et finissant le jour des funérailles ;
8. Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du grand-père, de la grand-mère, d'un petit-enfant, d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-enfant, d'un gendre ou d'une bru n'habitant pas chez le travailleur, du tuteur ou de la tutrice du travailleur mineur d'âge; de la personne mineure d'âge dont le travailleur est tuteur ou tutrice : le jour des funérailles ;
9. Décès de tout autre parent habitant chez le travailleur : le jour des funérailles ;
10. **Communion** solennelle d'un enfant du travailleur ou de son conjoint: le jour de la cérémonie ou, lorsque ce jour est un jour d'inactivité pour le travailleur, le jour d'activité le plus proche qui précède ou qui suit la cérémonie ;
11. Participation d'un enfant du travailleur ou de son conjoint à la fête de la jeunesse laïque là où elle est organisée : le jour de la fête ou, lorsque ce jour est un jour d'inactivité pour le travailleur, le jour d'activité le plus proche qui précède ou qui suit la fête ;
12. Séjour du travailleur milicien dans un centre de recrutement et de sélection ou dans un hôpital militaire à la suite de son passage dans un centre de recrutement et de sélection : le temps nécessaire avec un maximum de trois jours ;

- 
13. Séjour du travailleur objecteur de conscience au Service de Santé administratif ou dans un des établissements hospitaliers désignés par le Roi, conformément à la législation portant le statut des objecteurs de conscience : le temps nécessaire avec un maximum de trois jours ;
 14. Participation à une réunion d'un conseil de famille convoquée par le juge de paix : le temps nécessaire avec un maximum d'un jour ;
 15. Participation à un jury, convocation comme témoin devant les tribunaux ou comparution personnelle ordonnée par la juridiction du travail : le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours ;
 16. Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal ou d'un bureau unique de vote, lors des élections législatives, provinciales et communales : le temps nécessaire ;
 17. Exercice des fonctions d'assesseur d'un des bureaux principaux lors de l'élection du Parlement européen : le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours ;
 18. Exercice des fonctions d'assesseur d'un bureau principal de dépouillement, lors des élections législatives, provinciales et communales : le temps nécessaire avec un maximum de cinq jours ;
 19. Accueil par le travailleur d'un enfant dans sa famille dans le cadre d'une adoption : dix jours, à choisir par le travailleur dans les trente jours qui suivent l'inscription de l'enfant dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence comme faisant partie de son ménage, dont les trois premiers jours avec maintien du salaire normal et les sept jours suivants avec une allocation dans le cadre de l'assurance soins de santé et indemnités.

Art. 4. - Pour l'application de l'article 3, n^{os} 2, 3, 5, 10 et 11, l'enfant adoptif ou l'enfant naturel reconnu sont assimilés à l'enfant légitime ou légitimé.

Art. 5. - Pour l'application de l'article 3, n^{os} 7 et 8, le beau-frère, la belle-sœur, le grand-père, la grand-mère, **l'arrière-grand-père, l'arrière-grand-mère** du conjoint sont assimilés au beau-frère, à la belle-sœur, au grand-père, à la grand-mère, à l'arrière-grand-père, à **l'arrière-grand-mère** du travailleur.

Art. 6. - Pour l'application de la présente convention, la personne avec laquelle le travailleur cohabite légalement, comme régi par les articles 1475 et suivants du Code civil, est assimilée au conjoint du travailleur.

Chapitre IV - Avertissement préalable et preuve



Art. 7. - Sauf cas de force majeure, le travailleur ne bénéficie du maintien de son salaire normal, tel que défini à l'article 3, pour les jours d'absence prévus à ce même article 3 qu'à la condition qu'il en ait préalablement averti son employeur ou le représentant de celui-ci dans un délai raisonnable.

Il est tenu de se conformer à cet égard aux délais précis qui auront été fixés éventuellement dans son entreprise.

La preuve de l'événement familial, de l'obligation civique, ou de la mission civile motivant l'absence, doit être apportée par le travailleur, l'employeur pouvant exiger éventuellement la production d'un document officiel.



Chapitre V - Condition des jours d'activité habituelle et usage du petit chômage

Art. 8. - Pour l'application de l'article 3 de la présente convention, sont seuls considérés comme jours d'absence, donnant lieu au maintien du salaire normal, tel que défini à ce même article 3, les jours d'activité habituelle pour lesquels le travailleur aurait pu prétendre au salaire, s'il ne s'était pas trouvé dans l'impossibilité de travailler pour un des motifs prévus.

Le salaire normal n'est payé que si le travailleur a effectivement utilisé les jours d'absence aux fins prévues par la présente convention.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, en cas de décès et de funérailles à l'étranger du conjoint, du père, de la mère ou d'un enfant du travailleur, celui-ci même s'il ne se rend pas à l'étranger, auquel cas il tomberait sous l'application des n^{os} 5 et 6 de l'article 3, a droit, le jour des funérailles, à un jour d'absence avec maintien de son salaire normal.

Chapitre VI - Durée de validité

Art. 9. - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 29 mai 2007. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie sidérurgique ainsi qu'à chacune des parties signataires.

01-06-2007

08-06-2007

N:
N:

83.250/Co/104

PARITAIR COMITÉ VOOR DE IJZERNIJVERHEID (PC 104)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 mei 2007 betreffende het behoud van het normaal loon voor afwezigheidsdagen naar aanleiding van bepaalde familiegebeurtenissen, staatsburgerlijke verplichtingen of burgerlijke opdrachten

Hoofdstuk I - Onderwerp

Artikel 1. - Onderhavige **overeenkomst** is afgesloten in uitvoering van het Sectoraal Akkoord van 29 mei 2007 in de staalindustrie - Arbeiders - 2007-2008. Ze coördineert de **algemene reglementaire** bepalingen inzake **klein verlet**, **enerzijds**, en **sommige** bijzondere bepalingen die conventioneel **werden** vastgelegd in de sector, anderzijds.

Onderhavige overeenkomst is in het bijzonder afgesloten in toepassing van :

- het koninklijk besluit van 28 augustus **1963** betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de **werknemers** aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten ;
- de wet van 10 augustus 2001 betreffende de verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het **leven**, waardoor onder **meer** artikel 2, 4° et 14°, van bovenvermeld koninklijk besluit van 28 augustus 1963 **wordt** opgeheven en artikel 30 van de wet van 3 **juli** 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt aangevuld met een § 2 (vaderschapsverlof) en met een § 3 (adoptieverlof) ;
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 6 mei **1964**, gewijzigd door het protocol van nationale overeenkomst van 7 **maart 1973**, tot vaststelling van de regels voor de betaling van de afwezigheden naar aanleiding van bepaalde familiegebeurtenissen, staatsburgerlijke verplichtingen of burgerlijke opdrachten aan het werkliedenpersoneel in de staalindustrie.


Ze vervangt **alle** bestaande sectorale regelingen van toepassing in het Paritair Comité voor de ijzernijverheid betreffende het behoud van het normaal loon voor afwezigheidsdagen naar aanleiding van familiegebeurtenissen, staatsburgerlijke verplichtingen of burgerlijke opdrachten.

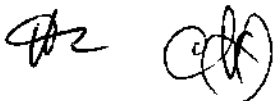
Hoofdstuk II - Toepassingsgebied


Art. 2. - Onderhavige overeenkomst is van toepassing in de ondernemingen **die onder** het Paritair Comité voor de ijzernijverheid (PC nr 104) vallen en op de werknemers en werknemsters die door een arbeidsovereenkomst voor arbeider aan deze ondernemingen zijn gebonden.

Hoofdstuk III - Regels betreffende het klein verlet

Art. 3. - Ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor het vervullen van staatsburgerlijke verplichtingen of burgerlijke opdrachten die hierna opgesomd worden, hebben de in artikel 2 bedoelde werknemers het recht **om** met behoud van hun normaal loon, berekend **zoals** voor betaalde feestdagen, van het werk afwezig te zijn voor een **als volgt** bepaalde duur :

- 
1. Huwelijk van de **werknemer** : **drie dagen**, te kiezen door de werknemer tijdens de week waarin de gebeurtenis zich situeert of tijdens de daaropvolgende week ;
 2. Huwelijk van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e), van een **broer**, zuster, schoonbroer, schoonzuster, van de vader, **moeder**, **schoonvader**, stiefvader, **schoonmoeder**, stiefmoeder, van een kleinkind van de werknemer, een grootvader of grootmoeder van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e), van **elke** andere verwante die bij de werknemer inwoont : de dag van het huwelijk ;
 3. Priesterwijding of intrede in het klooster van een kind of kleinkind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e), van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster van de werknemer, van elke andere verwante die bij de werknemer inwoont : de dag van de plechtigheid ;
 4. Geboorte van een kind van de werknemer waarvan de afstamming vaststaat : tien dagen, te kiezen door de werknemer binnen de **dertig** dagen vanaf de **bevallingsdatum**, waarvan de eerste drie dagen met behoud van het **normaal loon** en de volgende zeven dagen met een uitkering in het **raam** van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen ;
 5. Overlijden van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) : vijf dagen, te rekenen vanaf de dag van overlijden, of vijf dagen voorafgaand aan de dag volgend op de begrafenis ;
 6. Overlijden van de echtgeno(o)t(e), van de vader, moeder, schoonvader, stiefvader, schoonmoeder of stiefmoeder van de werknemer : drie dagen, te kiezen door de werknemer in de **periode** die begint op de dag van overlijden en eindigt op de dag volgend op de begrafenis ;
 7. Overlijden van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, van de grootvader, grootmoeder, van een kleinkind, overgrootvader, overgrootmoeder, achterkleinkind, van een schoonzoon of schoondochter die bij de werknemer inwoont : twee dagen, te kiezen door de werknemer in de **periode** die begint op de dag van overlijden en eindigt op de dag van de begrafenis ;
 8. Overlijden van een broer, zuster, schoonbroer, schoonzuster, van de grootvader, grootmoeder, van een kleinkind, overgrootvader, overgrootmoeder, achterkleinkind, van een schoonzoon of schoondochter die niet bij de werknemer inwoont, van de voogd of voogdes van de minderjarige werknemer; van de minderjarige waarvan de werknemer voogd of voogdes is : de dag van de begrafenis ;
 9. Overlijden van elke andere verwante die bij de werknemer inwoont : de **dag van de** begrafenis ;
 10. Plechtige communie van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) : ~~de~~ dag van de plechtigheid of, wanneer deze plaatsvindt op een dag waarop de werknemer normaal niet werkt, de dichtstbijzijnde arbeidsdag die de plechtigheid voorafgaat of erop volgt ;
 11. Deelname van een kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) aan het feest van de vrijzinnige jeugd, daar waar dit feest plaatsvindt : de dag van het feest of, wanneer dit plaatsvindt op een dag waarop de werknemer normaal niet werkt, de dichtstbijzijnde arbeidsdag die het feest voorafgaat of erop volgt ;
 12. Verblijf van de dienstplichtige werknemer in een recruiterings- of selectiecentrum of in een militair hospitaal ten gevolge van zijn verblijf in een recruiterings- of selectiecentrum : de nodige tijd met een maximum van drie dagen ;



- 
13. Verblijf van een werknemer gewetensbezwaarde op de **administratieve** Gezondheidsdienst of in één van de verpleeginrichtingen, aangeduid door de Koning, overeenkomstig de wetgeving houdende het statuut van de gewetensbezwaarden : de nodige tijd met een maximum van drie dagen ;
 14. Bijwonen van een bijeenkomst van een familieraad, bijeengeroepen door de vrederechter : de nodige tijd met een maximum van één dag.
 15. **Deelname** aan een jury, oproeping **als** getuige voor de rechtbank of persoonlijke verschijning op **aanmaning** van de arbeidsrechtbank : de nodige tijd met een maximum van vijf dagen.
 16. Uitoefening van het ambt van bijzitter in een hoofdstembureau of enig stembureau bij de parlements-, provincieraads- en **gemeenteraadsverkiezingen** : de nodige tijd ;
 17. Uitoefening van het ambt van bijzitter in één van de hoofdbureaus bij de verkiezing van het Europees Parlement : de nodige tijd met een maximum van vijf dagen ;
 18. Uitoefening van het ambt van bijzitter in een hoofdbureau voor stemopneming bij de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen : de nodige tijd met een maximum van vijf dagen ;
 19. Onthaal door de werknemer van een kind in zijn **familie** in het kader van een adoptie : tien dagen, te kiezen door de werknemer binnen de dertig dagen die volgen op de inschrijving van het kind in het bevolkingsregister of in het **vreemdelingenregister** van zijn **verblijfgemeente** als **deel** uitmakend van zijn gezin, waarvan de eerste drie dagen met behoud van het normaal **loon** en de zeven volgende dagen met een uitkering in het **raam** van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Art. 4. - Voor de toepassing van artikel 3, n^{rs} 2, 3, 5, 10 en 11, wordt het **aangenomen** of erkend natuurlijk kind gelijkgesteld met het wettig of gewettigd kind.

Art. 5. - Voor de toepassing van artikel 3, n^{rs} 7 en 8, worden de **schoonbroer**, schoonzuster, grootvader, grootmoeder, overgrootvader, overgrootmoeder van de echtgeno(o)t(e) gelijkgesteld met de schoonbroer, schoonzuster, grootvader, grootmoeder, overgrootvader, overgrootmoeder van de werknemer.

Art. 6. - Voor de toepassing van onderhavige overeenkomst wordt de persoon waarmee de werknemer wettelijk samenwoont, zoals geregeld door de artikels **1475** en volgende van het Burgerlijk Wetboek, gelijkgesteld met de echtgeno(o)t(e) van de werknemer.

Hoofdstuk IV - Voorafgaande verwittiging en bewijs



Art. 7. - Behalve in **geval** van **overmacht** geniet de werknemer slechts van het behoud van zijn normaal loon, zoals bepaald in artikel 3, voor de afwezigheidsdagen voorzien in datzelfde artikel 3 op voorwaarde dat hij er zijn werkgever of diens vertegenwoordiger vooraf van heeft verwittigd binnen een redelijke termijn.

Hij **moet** daarbij de precieze termijnen respecteren die eventueel in zijn **onderneming** vastgelegd werden.

Het bewijs van de **familiegebeurtenis**, van de staatsburgerlijke verplichting of van de burgerlijke opdracht ter rechtvaardiging van de afwezigheid moet geleverd worden door de werknemer ; de werkgever kan eventueel een officieel document eisen.



Hoofdstuk V - Voorwaarde van de gewone activiteitsdagen en gebruik van het klein verlet



Art. 8. - Voor de toepassing van artikel 3 van onderhavige overeenkomst worden enkel beschouwd als afwezigheidsdagen die aanleiding geven tot behoud van het normaal loon zoals bepaald in datzelfde artikel 3, de gewone activiteitsdagen waarvoor de werknemer aanspraak had kunnen maken op loon, indien hij niet in de onmogelijkheid was geweest om te werken wegens één van de voorziene redenen.

Het normaal loon wordt slechts uitbetaald indien de werknemer de afwezigheidsdagen daadwerkelijk gebruikt heeft voor de doeleinden voorzien door onderhavige overeenkomst.

Echter, in afwijking op het voorgaande lid, heeft de werknemer in geval van overlijden en begrafenis van zijn echtgeno(o)t(e), vader, moeder of één van zijn kinderen in het buitenland, zelfs indien hij niet naar het buitenland gaat - in dat geval zou hij onder de toepassing vallen van de n^{rs} 5 en 6 van artikel 3 - op de dag van de begrafenis recht op een dag afwezigheid met behoud van zijn normaal loon.

Hoofdstuk VI - Geldigheidsduur

Art. 9. - Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 29 mei 2007. Ze wordt afgesloten voor een onbepaalde duur.

Ze kan door elk van de ondertekenende partijen opgezegd worden mits een opzegtermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven bij de post betekend aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de ijzernijverheid, evenals aan elk van de ondertekenende partijen.

★ ★ ★

